

Mémoirendum de la Fédération CGT des Services publics

Travail / Santé

Etat des lieux

Les questions de conditions de travail et de santé ne sont pas suffisamment prises en compte par les employeurs.

Des modifications statutaires :

Décret 85/603
Décret 85/397

(partie code du travail, jurisprudence) ont été nécessaires pour l'établissement de la faute inexcusable de l'employeur.

Les objectifs

Propositions CGT

CHSCT

- Placer le CHSCT au cœur de l'activité syndicale pour transformer le travail.
- 1 CHSCT par centre de gestion. un CHSCT dès 50 agents sur toutes les collectivités avec possibilité de CHSCT de site, de zone, de services.
- 4 CHSCT par an au minimum (soit 1 par trimestre au moins).
- Maintien du paritarisme.
- Élection des membres représentants du personnel et non désignation.

- Droit à l'expertise et responsabilité morale du CHSCT.
- Attribution de droits supplémentaires pour les élus du personnel dans l'exercice de leur mandat (voir fiches CASC, CTP et CAP).
- Meilleure traçabilité des agents exposés aux produits dangereux avec délivrance systématique de la fiche d'exposition aux risques.
- Veiller à l'autonomie et à l'indépendance du réseau des préventeurs et des Agents Chargés de la Fonction d'Inspection (ACFI).

Acteurs de la prévention

Propositions CGT

- Création d'une médecine de prévention publique rattachée auprès des Centres de Gestion.
- Création significative et suffisante d'emplois de médecins de prévention.
- Reconnaissance de droits spécifiques aux médecins du travail et aux agents chargés d'une fonction d'inspection, qui garantissent et renforcent leur indépendance.
- Des formations obligatoires organisées par le CNFPT.

- Assurer une meilleure organisation du travail des commissions, notamment en attribuant aux représentants du personnel des droits et moyens supplémentaires.
- Création d'une fonction indépendante de prévention en sus des Agents Chargés de la Mise en Œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) et ACFI.
- Mise en place d'un carnet individuel d'utilisation des produits liés à l'exercice des fonctions des agents et ce tout au long de la carrière.

Réparation

Propositions CGT

- Reconnaissance de la pénibilité, dangerosité par métiers et expositions par un départ anticipé à la retraite.
- Bilan annuel des Accidents de Service et Maladies Professionnelles (AS/MP) aux organisations syndicales.
- Reconnaissance des maladies professionnelles par rapport au métier, à la fonction exercée.
- Meilleure réparation de l'AS/MP par une augmentation des cotisations patronales (Fonds national de prévention - FNP).
- Possibilité de saisie du FNP par les membres du CHSCT.
- Amélioration statutaire des pensions d'invalidité avec augmentation de l'indice de référence au minimum du premier indice de l'échelle 3 de la Fonction publique territoriale (soit le Smic revendiqué par la CGT : 1 700 euros brut).
- Droit à une contre expertise si doute sérieux à la charge de l'employeur et demandée par les représentants du personnel.
- Suppression du seuil de 10% donnant droit à réparation.
- Droit et obligation à la formation et au reclassement de l'agent titulaire et non titulaire dans la Fonction publique (FP) avant toute mise à la retraite pour invalidité. Retour d'une longue absence : droit à une formation spécifique favorisant le retour à l'activité professionnelle.
- Création d'un service social du personnel auprès des centres de gestion au service des collectivités du département.
- Reconnaissance de la pénibilité d'un travail dès l'existence de l'un des 12 critères de pénibilité ou dangerosité du travail (Repères confédéraux et inter Fonction publique).
- Rétablissement de la catégorie active B avec les bonifications pour un droit au départ anticipé à la retraite à taux plein (voir fiche Retraite).
- Extension de l'application de l'accord stress au travail à la Fonction publique territoriale.

Commission de réforme :

- l'ensemble des dossiers (accidents de services, maladies professionnelles) doit être soumis à l'avis de la commission de réforme,
- meilleur fonctionnement des commissions de réforme (information des membres, respect des droits, des délais de convocation et de diffusion des comptes-rendus),
- formation des membres des commissions de réforme à la prise de mandat ainsi que tout au long du mandat à la charge de l'administration avec liberté de choix du prestataire.
- la composition de cette commission doit se faire dans le respect de la représentativité des organisations syndicales.

Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique FIPHFP

Propositions CGT

- Démocratisation du fonds.
- Mise en place d'une formation spécifique pour les élus.
- Amélioration de la prise en charge des personnes par le FIPHFP.

Temps de travail

Etat des lieux

Pas de texte législatif réel.

Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

Un "plancher-plafond" de 1.607 heures "imposées" d'une façon très contestable et incohérente.

Les modifications statutaires

Abrogation des dispositions d'annualisation du temps de travail dans la loi du 26/01/84 (articles 60ter et 105).

Propositions CGT

- 32 heures maximum pour le travail posté, de nuit, pénible, dangereux et insalubre.
- Durée maximum hebdomadaire : 42 heures exceptionnellement et après accord de l'agent
- Amplitude maximum quotidienne : 10 heures
- Temps travail maxi quotidien : 9 heures
- Travail de nuit : entre 21 heures et 7 heures
- Repos mini quotidien entre 2 prises de travail : 12 heures
- Heures supplémentaires : 117 heures annuelles avec un maxi mensuel de 20 heures.
- Repos compensateur de 50% au-delà de 38 heures.
- Deux journées de repos consécutives par semaine

